

Syndicats et patronat vont se réunir pour peser face à l'exécutif

SOCIAL

Les dirigeants des organisations représentatives se réunissent mercredi de manière informelle.

Dans l'optique de relancer l'agenda social et de reprendre la main vis-à-vis du gouvernement.

Marie Bellan

[@mbellan1](#)
et Alain Ruello
[@AlainRuello](#)

De mémoire de partenaires sociaux, on ne se souvient pas de la dernière fois qu'une telle réunion a eu lieu : les leaders des trois organisations patronales et leurs homolo-

gues des cinq confédérations syndicales représentatives se retrouveront mercredi prochain de manière informelle et entre eux seuls. L'objectif ? Reprendre l'initiative en matière de négociation interprofessionnelle, une année après l'élection d'Emmanuel Macron à l'issue de laquelle les intéressés n'ont cessé de dénoncer le peu d'intérêt que le chef de l'Etat leur porte. L'initiative en revient à la CPME. La date, ce n'est pas un hasard, tombe quelques jours à peine après l'élection de Geoffroy Roux de Bézieux à la tête du Medef. L'intéressé ayant confirmé sa présence, ses alter ego pourront vérifier si le nouveau « patron des patrons » partage leur volonté de relancer un agenda social. « Sa présence témoigne tout au moins de sa volonté de travailler avec tout le monde », commente un responsable patronal. Le rendez-vous a été fixé à 8 heures au Conseil économi-



Pascal Pavageau (à gauche, avec Philippe Martinez et Laurent Berger) pousse à une négociation interprofessionnelle sur la santé au travail. Photo Bertrand Guay/AFP

que social et environnemental à Paris, comme l'a dévoilé l'agence spécialisée AEF. Chacun viendra avec ses priorités dans l'espoir que quelques-unes puissent faire

consensus pour une négociation à la rentrée. « Avec nos méthodes et nos habitudes », précise François Hommeril, le numéro un de la CGC. Sous-entendu : sans se faire tout

imposer par l'exécutif comme ce fut le cas pour les ordonnances, la formation professionnelle ou l'assurance-chômage.

Relance de la négociation sur l'encadrement

Le syndicat des cadres plaidera naturellement pour la relance de la négociation sur l'encadrement, mais aussi les conditions de vie au travail ou la mobilité, un thème cher à son président. La CFTC devrait s'y retrouver, en plus des thèmes de l'employabilité ou des postes non pourvus. « J'ai écrit à mes homologues en ce sens il y a deux semaines », rappelle son président, Philippe Louis. FO a également arrêté sa liste. « L'important est de relancer la pompe », insiste Pascal Pavageau, son secrétaire général depuis deux mois. Le successeur de Jean-Claude Mailly caresse l'espoir que le futur agenda social puisse être complété d'un ou deux thèmes

à la demande de l'exécutif. Ce pourrait être le cas en matière de santé au travail dans la foulée de la remise du rapport de la députée LREM du Nord Charlotte Lecocq. Un autre sujet devrait être au cœur des échanges : l'avenir du paritarisme et de l'Unédic en particulier. Face au gouvernement qui va encadrer formellement les négociations d'assurance-chômage, les partenaires sociaux sont dans le flou : conserveront-ils suffisamment d'autonomie pour continuer à piloter un régime comme ils le font depuis... 1958 ?

De la réponse à cette question dépendra leur volonté de rester ou non. Geoffroy Roux de Bézieux, pendant sa campagne, n'avait pas caché son scepticisme : « Si je suis élu à la présidence du Medef, je ne resterai pas en responsabilité de gestion à l'Unédic », affirmait-il dans une interview aux « Echos » en mai dernier. Mercredi, sa réponse sera peut-être plus nuancée. ■